


“Le CDH a mis beaucoup de freins SUR LA GOUVERNANCE”

 Avant de passer la main, Paul Magnette (PS), ministre-Président wallon, soutient à 98 % le programme de gouvernance d'Ecolo et de Défi

► Paul Magnette (PS) ne sera plus ministre-Président wallon dans quelques jours. S'il doit retenir trois dossiers importants, il cite: le Ceta, “qui fut un moment important pour la Wallonie, il a soudé les représentants de la Wallonie et la société civile”; le pacte pour l'emploi, parce qu’“il a été mené de bout en bout avec les partenaires sociaux qui ont finalisé 95% de la réforme”; et le plan wallon de lutte contre la pauvreté “qui, même s'il est imparfait, a le mérite d'être le premier et d'exister”.

Sur le Ceta, craignez-vous un recul? Le fédéral devait demander un avis à la Cour de justice de l'UE...

“Nous avons la dernière réunion du groupe technique mercredi. On a bien vu que les représentants du fédéral avaient mandat pour ne pas aboutir à un accord, alors que, dans l'esprit de tout le monde, tout devait être terminé pour le 19 juillet. On sent qu'il y a des manœuvres pour saborder cette demande d'avis.”

Le CDH va se renier dans ce dossier, selon vous?

“Ce sera un des tests pour mesurer s'ils pèsent réellement sur les dossiers.”

Publifin, c'était une pierre dans la chaussure du gouvernement?

“Pour moi, c'était l'occasion de faire aboutir une série de réformes de gouvernance déjà sur les rails, comme le cadastre des mandats ou la transparence sur les ré-

munérations. Il restait à régler tout le champ des intercommunales. Elles ont bien fonctionné pendant un siècle. Elles ont ensuite connu trois mutations: elles ont changé d'échelle avec les fusions, elles ont agi dans un cadre réglementaire différent, et certaines ont diversifié leurs activités. Il est devenu difficile de les contrôler. L'affaire Publifin a mis tout cela au grand jour. Cette crise a quelque chose de salutaire. Maintenant, il faut que ça évolue. Quand on voit ce que le MR et le CDH ont négocié en termes de gouvernance, c'est très léger. La vérité, c'est que le CDH a mis énormément de freins. Ils ne voulaient pas de la transparence, des plafonds de rémunérations, des cadastres. On a ramé pour faire avancer les choses. Pour le décumul ministre-bourgmestre, il a fallu deux ans pour convaincre le CDH. Et c'est ce parti qui a exigé la remise en cause des accords sur le décumul député-bourgmestre (Ndlr : en Wallonie, ce cumul n'est autorisé que pour 25% des députés).”

Quels étaient les arguments des humanistes?

“Il y a des personnes au CDH qui étaient concernées, c'est aussi simple que ça. Dans leur logique, les ministres prennent les compétences à subsides et les députés-bourgmestres vont couper des rubans.”

Ça existe aussi au PS.

“Le PS ne s'arrête pas à ça, c'est plus complexe.”

Ecolo et Défi sont tombés d'accord sur un programme en matière de gouvernance. Le PS doit-il y souscrire (la fédération bruxelloise du parti l'a fait jeudi)?

“Je suis d'accord avec 98% de ce qui est dans l'accord. J'ai juste un doute sur la suppression des suppléments. Sans cela, je n'aurais pas pu faire monter une nouvelle génération à Charleroi.”

Vous craignez le détricotage de vos politiques par le nouveau gouvernement wallon MR-CDH?

“Quand j'entends le président du MR, Olivier Chastel, dire qu'il veut s'inscrire dans la continuité, cela me rassure. Et ça rend la manœuvre du CDH encore plus transparente dans sa pauvreté politique. Cela ne va rien changer. Le meilleur exemple, ce sont les allocations familiales. Si, formellement, c'est le CDH qui a porté le dossier, heureusement que le PS était là pour faire les calculs. Ils étaient incapables de faire des simulations.”

Avez-vous encore confiance dans le CDH?

“Non. Si la politique est, par essence, violente, tous les coups ne sont pas permis. En politique, il y a un niveau de trahison qu'on ne peut pas atteindre. Benoît Lutgen (président du CDH) s'est abrité derrière le système constitutionnel qui empêche d'aller devant l'électeur.”

Interview > Li. B.

“L’irresponsabilité de Benoît Lutgen est flagrante”

NAMUR Paul Magnette veut appliquer le décumul intégral à Charleroi. Député wallon ou bourgmestre ? “Je vais décider ce week-end. Pour l’instant, j’oscille. Les deux ont du sens. C’est la première fois que le PS, avec trente parlementaires, va se retrouver dans l’opposition. C’est l’occasion de construire une opposition digne, respectueuse et intelligente. Retourner à Charleroi est aussi un beau défi.”

Mais l’avenir à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles l’inquiète. “C’est tout le drame de cette manœuvre du CDH. L’univers mental de Benoît Lutgen s’arrête à la frontière linguistique. Il ne connaît pas Bruxelles, ni la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle sera paralysée durant deux ans et en faisant cela, ils vont affaiblir les francophones en général. La Fédé-

ration va devenir un machin. C’est tragique quand on pense aux conséquences. L’irresponsabilité de Lutgen est flagrante. Tout ça pour sauver son parti et pour redevenir lui-même ministre wallon.” Les critiques envers le CDH ne s’arrêtent pas là. “Entendre le CDH parler du scotchage de Défi au PS est amusant. Au CDH, ces dernières semaines, c’est le festival du rire. Le CDH apôtre de la bonne gouvernance, le CDH conscience sociale de la Wallonie... On a tout entendu. Je trouve l’attitude d’Olivier Maingain (Ndlr : qui rechigne à rompre la majorité PS-CDH-Défi à Bruxelles) tout à fait logique. Quand on est un parti pivot, on essaye d’utiliser son poids politique pour faire avancer les causes auxquelles on croit. Je trouve l’attitude de Défi et d’Ecolo très intelligente.”